COURS SUR LE MONDE CONTEMPORAIN 1991-2009

I/ L'URSS disparaît

Deux ans après 1989, “ l'année miraculeuse” selon l'expression du dirigeant démocrate polonais, Bronislaw Geremek, le 25 décembre 1991, l'URSS disparaît. La chute de l'une des deux superpuissances puis la disparition de son empire a des conséquences graves, en Europe centrale, en Asie centrale et dans le Caucase.

A. La fin de l'Empire soviétique

Dès 1989, au lendemain de la chute du mur de Berlin, les démocraties dites populaires rejettent le joug soviétique. Une Europe nouvelle surgit à l'est de l'Elbe. Les peuples libérés aspirent au bien-être matériel et à la démocratie. Ils souhaitent renouer des liens avec le reste de l'Europe.

Le modèle américain les fascine. La prospérité de l'Union européenne les attire. À l'intérieur de l'ancienne URSS, de l'Ukraine et de l'Arménie au Kazakhstan, les 15 républiques proclament successivement leur indépendance. À la fin de l'année 1991, 13 républiques de l'ex-URSS sur 15 ont quitté la Fédération, l'URSS a disparu. La Communauté des États indépendants (CEI) rassemble onze des quinze républiques.

B. Forces et faiblesses de la Russie

La Russie hérite de la puissance soviétique, de ses forces, de ses moyens militaires, de sa politique étrangère qui n'est plus influencée par l'idéologie marxiste, mais aussi de ses faiblesses économiques. L'armée rouge, qui est intervenue en Afghanistan en 1979 pour soutenir un régime communiste, a subi un échec inattendu face à la guérilla; elle doit évacuer l'Afghanistan en 1989. Elle cesse de conseiller les états-majors du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie ou de Cuba.

La Russie détient encore l'arme nucléaire, mais les matériels de l'Armée rouge, mal entretenus, insuffisamment renouvelés, ont beaucoup perdu de leur efficacité. Soldats et officiers sont démotivés. La stratégie de l'URSS visait plutôt à combattre les Chinois, et non les Américains et leurs alliés. Quant à l'économie de la Russie, marquée par l'inflation, le chômage, le gaspillage et la corruption, elle ne dispose que d'un seul secteur économique puissant, celui des hydrocarbures. Enfin, les institutions politiques reposent sur une présidence autoritaire, occupée par Boris Eltsine (jusqu'en 1999) puis Vladimir Poutine, sur une assemblée législative faible et divisée (la Douma), et sur de puissants groupes de pression.

C. La politique étrangère

En dépit de ses tendances centrifuges, la CEI obtient des résultats. Elle consolide les frontières de ses États membres, résout le problème des migrations, crée des espaces économiques et réussit à régler l'héritage militaire. À l'égard de l'Ouest, et surtout des États-Unis les Russes manifestent un mélange de sympathie et de méfiance. Ils redoutent l'élargissement de l'OTAN qui, en englobant des États de

l'ancien Empire, prendrait une orientation anti-russe. L'accord de Paris du 27 mai 1997 prévoit que l'OTAN et la Russie noueront des liens de coopération.

La préoccupation majeure touche aux relations avec l'Asie. La Chine est la puissance rivale. Dans le Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), les conflits bien plus complexes, d'origine ethnique, religieuse, territoriale ou politique nuisent à l'image internationale de la Russie. L'islamisme influence les populations musulmanes de Russie. C'est tout particulièrement le cas parmi les Tchétchènes qui tentent depuis 1991 d'obtenir leur indépendance. La répression infligée par les forces russes est d'autant plus impitoyable que la sécession de la Tchétchénie risquerait de provoquer l'éclatement de l'État russe. Ailleurs, guerres et guérillas ont pour arrière-plan l'exploitation des richesses en pétrole et en gaz. La Russie n'est plus une superpuissance; elle reste cependant une puissance régionale qui dispose encore d'une influence internationale.

II/ Un nouvel ordre mondial

A. La guerre du Golfe

La réaffirmation du rôle de l'ONU

Avec la fin de la guerre froide, l'action du Conseil de sécurité de l'ONU cesse d'être paralysée par le droit de veto des deux Grands. Un nouvel ordre mondial" semble pouvoir se mettre en place, fondé sur le droit. C'est ce principe qui prévaut lors de la guerre du Golfe. Le 2 août 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït; l'URSS, l'allié traditionnel de Saddam Hussein, ne le soutient pas; Gorbatchev n'entend pas faire resurgir la guerre froide. Les Américains peuvent donc faire voter à l'ONU une résolution autorisant le recours à la force pour faire respecter l'intégrité du Koweït.

L'opération "Tempête du désert" (1991)

Le respect du droit international n'est cependant pas la seule raison de la décision d'intervenir, il s'agit aussi d'empêcher l'Irak de renforcer sa puissance pétrolière. Le 17 janvier 1991 les forces américaines, à la tête d'une coalition réunissant 29 nations, déclenchent l'opération "Tempête du désert". Des bombardements massifs puis une offensive terrestre repoussent l'armée irakienne hors du Koweït.

B. La résurgence des conflits ethniques

Le retour de la guerre en Europe

La chute des régimes communistes d'Europe de l'Est entraîne une résurgence des mouvements nationalistes. Au terme d'un processus pacifique, la Tchécoslovaquie donne naissance en 1993 à deux États, la Slovaquie et la République tchèque. En revanche, en Yougoslavie, où la multiplicité des ethnies crée une situation complexe, l'éclatement. s'effectue dans la violence. Quand la Slovénie et la Croatie en 1991, puis la Bosnie-Herzégovine en 1992 proclament leur indépendance, le gouvernement fédéral intervient sous couvert de défendre les Serbes vivant dans ces États. Les forces serbes entreprennent la "purification ethnique" des régions qu'ils occupent. Les pays européens sont incapables de mettre fin au conflit. Ce sont les Américains qui, en 1995, imposent la paix aux accords de Dayton.

Les drames africains

Malgré les espoirs nés de la signature de nombreux accords de paix à la fin des années 1980, l'Afrique s'enfonce dans les guerres civiles, aggravées par la pauvreté et la corruption des régimes autoritaires. Dans les années 1990 la guerre des clans déchire la Somalie, les affrontements entre populations côtières et ethnies de l'intérieur ruinent le Libéria. En 1992 la guerre reprend en Angola. En 1994, au Rwanda, les affrontements entre Tutsis et Hutus dégénèrent dans un génocide des premiers par les seconds qui fait

800000 victimes et qui jette 2 millions de réfugiés sur les routes. Au Zaïre, Laurent Désiré Kabila renverse le maréchal Mobutu en 1997; le pays, rebaptisé République démocratique du Congo, s'enfonce dans une guerre civile aggravée par les ingérences des pays voisins.

C. Les avancées du droit International

La création de tribunaux internationaux

En 1993, l'ONU crée un Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, en 1994, un tribunal pour le Rwanda. Arrêté en 2001, transféré à La Haye, le président yougoslave Slobodan Milosevic est traduit devant la cour. D'autres arrestations suivent, mais le fonctionnement de ces instances dépend de la bonne volonté des États. En 2002, une Cour pénale internationale est instituée pour juger plus généralement les individus coupables de crimes contre l'humanité mais ni les États-Unis, ni la Chine, ni les États du Proche-Orient ne reconnaissent son autorité.

Le droit d'ingérence

En 1988, l'ONU reconnaît le droit à l'assistance humanitaire aux victimes de situations d'urgence. Des interventions sont ainsi organisées sous mandat de l'ONU à plusieurs reprises: en Irak pour secourir les Kurdes en 1991, en Somalie déchirée par la guerre des clans en 1992, en Yougoslavie, au Rwanda... Mais le droit d'ingérence est difficile à appliquer systématiquement faute de forces militaires suffisantes.

III/ La puissance américaine

A. Les moyens de la puissance américaine

L'absence de rivaux

Depuis l'éclatement de l'URSS, la puissance américaine est sans rivale. La Russie est affaiblie. En régression économique, elle peine à conserver le contrôle des richesses pétrolières des ex-États soviétiques d'Asie centrale et du Caucase pénétrés par l'influence américaine. L'autorité du pouvoir central y est en butte aux oligarchies locales et confrontée aux tentatives de sécession de la Tchétchénie, réprimées dans le sang. La Chine communiste a vu son poids économique reconnu en entrant dans l'OMC en 2001. Mais elle refuse toute libéralisation politique (massacre de la place Tiananmen en 1989). Le Japon reste un géant économique mais aussi un "nain politique". L'Union européenne n'a pas de véritable diplomatie commune.

Une diplomatie unilatérale

Avec l'arrivée à la Maison-Blanche de Bill Clinton en janvier 1993, la stratégie américaine évolue: au principe d'un nouvel ordre mondial fondé sur la coopération internationale succède une diplomatie unilatérale qui tient davantage compte des intérêts américains que de l'avis des organisations internationales. En 1996, l'administration Clinton engage une offensive visant à décrédibiliser l'ONU. Le président américain fait pression pour que le mandat du secrétaire général, Boutros BoutrosGhali, qu'il juge trop indépendant, ne soit pas renouvelé.

Préserver les intérêts américains

Aux États qui menacent, selon eux, la paix du monde, les États-Unis infligent unilatéralement des sanctions économiques que les autres États sont sommés d'appliquer (embargo sur le commerce avec l'Iran et la Libye, par exemple). Ils refusent l'accord de Kyoto de 1997 sur la réduction des gaz nourrissant l'effet de serre. Alors qu'ils avaient renoncé au projet d'IDS en 1993, ils reviennent à l'idée d'un bouclier antimissiles en 2001. Ils refusent de reconnaître la nouvelle Cour pénale internationale dont la mise en place a commencé en 2002.

B. Les interventions des États-Unis dans le monde

Le nouveau rôle de l'OTAN

Fondée en 1949 contre l'URSS, l'OTAN semble perdre sa raison d'être avec la disparition du bloc de l'Est. La thèse américaine de son maintien l'emporte pourtant. En 1991, un Conseil de coopération nord-atlantique réunit les pays de l'OTAN et ceux de l'ancien pacte de Varsovie. En 1997, la signature de l'acte fondateur OTAN-Russie associe cette dernière à toutes les décisions sur la sécurité en Europe. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque intègrent l'organisation. L'OTAN devient un instrument de maintien de l'ordre sur le continent européen sous contrôle des États-Unis qui entendent préserver leur présence et leur rôle en Europe.

Des interventions multiformes

Fort de leur supériorité technologique, les États-Unis peuvent intervenir sur des théâtres éloignés. En 1992, avec l'aval de l'ONU, George Bush lance l'opération "Rendre l'espoir" en Somalie pour mettre fin à une guerre civile dont les images ont ému l'opinion américaine. En 1994, les troupes américaines débarquent en Haïti pour y rétablir la démocratie. En 1995, elles interviennent dans le conflit bosniaque, dans le cadre de l'OTAN, après que la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a montré son incapacité à s'interposer entre Serbes et Croates. En 1999, toujours dans le cadre de l'OTAN, les États-Unis interviennent dans le conflit du Kosovo pour mettre fin au massacre des Albanais par les Serbes.

Les limites de la puissance américaine

Les États-Unis ne sauraient toutefois intervenir partout dans le monde. Depuis la guerre du Vietnam, l'opinion publique américaine redoute l'enlisement dans des théâtres d'opérations lointains; elle demande une guerre "propre" sans pertes humaines pour ses troupes. En 1994, après un attentat terroriste contre les troupes américaines en Somalie, Bill Clinton décide leur retrait de ce pays. Les États-Unis ont besoin par ailleurs du soutien financier de leurs alliés. Le Japon et l'Allemagne ont ainsi payé une partie des frais de la guerre du Golfe.

IV/ Le Moyen-Orient entre guerre et paix

A. La guerre du Golfe

Plus que jamais, au tournant du siècle, c'est le Moyen-Orient, de la Méditerranée aux frontières de l'Inde, de l'Asie centrale au golfe Arabo-persique, qui retient l'attention. Le 2 août 1990, les forces irakiennes envahissent le Koweït. Saddam Hussein tente de s'emparer des richesses pétrolières de l'émirat et d'incarner la cause arabe dans la guerre contre Israël; il croit que les États-Unis le laisseront faire. **Ni les Américains ni leurs alliés européens ne peuvent accepter que l'Irak bouleverse le rapport de forces au Moyen-Orient** et fasse main basse sur le pétrole koweïtien.

Il Avec la bénédiction des Soviétiques, les États-Unis font voter au Conseil de sécurité des Nations unies la condamnation de l'Irak, puis la mise sur pied d'une force d'intervention. **La "guerre du Golfe" commence le 17 janvier 1991 et prend fin six semaines plus tard.** Elle rassemble une coalition de 29 nations sous le drapeau de l'ONU. Les bombardements intenses et l'offensive terrestre défont l'armée irakienne. George Bush évoque " le nouvel ordre mondial" ; sans doute pense-t-il que le dictateur sera chassé du pouvoir. Quoi qu'il en soit, une fois le Koweït libéré, le temps semble venu de tenter de régler le conflit israélo-palestinien. Sous la pression du président des États-Unis, une conférence internationale se réunit à Madrid le 31 octobre 1991.

B. La menace islamiste

La menace islamiste n'a pas disparu avec la mort de Khomeyni en 1989. L'Iran constitue un des foyers du terrorisme international. Le régime évolue peu. Le Congrès américain adopte, en août 1996, une loi qui interdit le commerce avec l'Iran et la Libye: l'objectif est de combattre l'intégrisme musulman et le terrorisme d'État.

La menace vient aussi d'Arabie saoudite, un allié des États-Unis dont les dirigeants religieux wahhabites financent les intégristes musulmans. L'Afghanistan, enfin, est un foyer dangereux de l'islamisme militant, depuis que les **talibans** ont pris le pouvoir à Kaboul en 1996. Ils ont renversé le régime, issu des guérillas - notamment celle du commandant Massoud - qui avaient bénéficié, dans les années 1980, de l'aide américaine pour combattre et chasser les Soviétiques. **L'Afghanistan des Talibans** abrite, de 1996 à 2001, des mouvements terroristes, parmi lesquels celui que dirige un Saoudien, Oussama Ben Laden. Des attentats sont commis contre les intérêts américains en Arabie saoudite, au Yémen, en Afrique orientale en 1998.

B. Les pourparlers de Camp David

La conférence de Madrid débouche en septembre sur **les accords d'Oslo signés à Washington, en septembre 1993**, entre Arafat et Rabin. **L'Autorité palestinienne** est créée; le calendrier des négociations, fixé. Les attentats terroristes commis par des extrémistes palestiniens, les représailles des Israéliens, l'assassinat en 1995 de Rabin par un extrémiste juif ruinent les efforts de paix.

En juillet 2000, Bill Clinton réunit à Camp David le Premier ministre israélien, Ehoud Barak, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. **Les États-Unis espèrent obtenir que les deux parties élaborent un début de solution.** Les Palestiniens exigent que la vieille ville de Jérusalem leur soit attribuée bien qu'elle abrite le lieu le plus saint des juifs, le Mur des lamentations. Ils demandent également que les réfugiés palestiniens bénéficient du droit de retour à l'intérieur de l'État d'Israël. Les Israéliens rejettent ces exigences qui aboutiraient selon eux, à terme, à la disparition de l'État d'Israël. La négociation échoue. Peu après, **en septembre 2000, commence la deuxième Intifada.** La paix semble de nouveau lointaine.

V/ A l'aube du XXIe siècle

A. Le terrorisme planétaire

À l'aube du XXIe s. apparaît un terrorisme nouveau qui trouve ses origines dans le fanatisme religieux. Al Qaïda, avec à sa tête Oussama Ben Laden, se réclame de l'intégrisme musulman radical. Au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Europe, des kamikazes commettent des attentats-suicides qui font des centaines de morts.

C'est une guerre asymétrique entre une organisation clandestine, dont on perçoit mal la structure et les objectifs, et les régimes démocratiques, plus particulièrement les États-Unis. Proviend-elle de l'abîme qui sépare les pays riches et les pays pauvres? De quelle manière, avec quelles armes peut-on combattre cette menace? Est-ce le début d'un très long conflit?

B. La poudrière du Moyen Orient

Les Américains et leurs principaux alliés engagent, dès octobre 2001, la guerre contre le régime islamiste des Talibans, en Afghanistan. Puis, le président George W. Bush, persuadé à tort que l'Irak détient des armes de destruction massive, décide, avec une coalition plus restreinte, de renverser Saddam Hussein. Une coalition essentiellement anglo-américaine attaque l'Irak en mars 2003. Après trois semaines de combat, Bagdad tombe aux mains des Américains, le 9 avril. Le régime de Saddam Hussein s'effondre. En décembre 2003, Saddam Hussein est capturé par les Américains.¹

Dans un cas comme dans l'autre, la guerre n'aboutit pas à l'éradication du terrorisme. Déclarant vouloir exporter les idées démocratiques, adeptes de la guerre préventive, les États-Unis sont de plus en plus isolés. En Irak, leur armée s'enlise. En Afghanistan, les soldats de la coalition ne remportent pas de victoire décisive. De son côté, l'Iran saisit l'occasion de tenir un rôle très actif et soutient les mouvements chiites de la région. Le Pakistan est tiraillé entre son alliance avec les États-Unis et ses sympathies, plus ou moins affichées, pour Al Qaïda.

Au Proche-Orient, le conflit israélo-palestinien n'est toujours pas résolu. Les États arabo-musulmans de la région, déstabilisés, menacés de l'intérieur comme de l'extérieur, manifestent leurs inquiétudes. La dissémination nucléaire fait peser une menace accrue. Le Moyen-Orient, gros producteur de pétrole, ressemble plus que jamais à une poudrière.

C. Les autres grandes puissances

Ailleurs qu'au Moyen-Orient, les relations internationales sont marquées par des bouleversements spectaculaires. La Chine continue sa croissance économique. Elle devient le deuxième consommateur d'énergie dans le monde, l'une des plus grandes puissances industrielles, et inonde de ses produits les marchés européens, américains et asiatiques. Elle attire usines et investissements, tout en conservant un régime totalitaire qui se réfère au marxisme. Signe révélateur: en août 2008, elle organise les Jeux olympiques. Le Japon n'est désormais plus la seule puissance de l'Asie orientale.

La Russie revient au premier plan, grâce à sa richesse en hydrocarbures. Sous l'autorité de Vladimir Poutine, elle ne manque aucune occasion de rappeler qu'en Europe orientale, dans les Balkans et dans le Caucase notamment, il faut compter avec elle.

L'Union européenne, qui réunit 27 États depuis 2007, s'interroge sur son élargissement, sans parvenir, toutefois, à achever son unité politique. Sa prospérité attire les immigrants. L'Afrique, déchirée par ses conflits internes, incapable de surmonter sa pauvreté et les maladies qui l'accablent, ne réussit pas, en dépit des richesses de son sous-sol, à occuper la place qu'elle mérite dans les relations internationales. Quant à l'Amérique latine, elle secoue, au Venezuela, au Brésil, au Chili, le joug des États-Unis.

D. L'échec du désarmement

Les risques de dissémination du nucléaire

Dans les années 1990, les traités pour limiter et contrôler l'armement nucléaire se multiplient: START I et II, reconduction du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), traité d'interdiction totale des armes nucléaires (TICE). Mais en 2001, les Américains se retirent du traité ABM sur la limitation des défenses antimissiles. Ni le Pakistan ni l'Inde, qui procèdent à des essais nucléaires en 1998, ne signent le traité de non-prolifération; la Corée du Nord en sort en 2003. Les États qui n'ont pas les moyens de se doter de missiles pourraient ainsi utiliser des bombes sales.

La prolifération des armes

Les stocks d'armes conventionnelles dans l'hémisphère Nord restent impressionnants: si l'Acte fondateur entre la Russie et l'OTAN prévoit une diminution des forces conventionnelles en Europe, les attentats du 11 septembre 2001 relancent l'augmentation des dépenses militaires aux États-Unis. La communauté internationale s'est mobilisée pour le désarmement chimique et l'éradication des mines antipersonnel; mais la mise en œuvre de ces conventions se heurte à la multiplication des zones de non-droit. Les armes biologiques constituent aussi une menace, d'autant plus grande que leur production est relativement facile.

Narcotrafic et multiplication des conflits locaux

Le trafic d'armes se développe pour alimenter des affrontements de plus en plus nombreux, souvent liés au réveil identitaire. Le nombre de conflits importants dans le monde est passé d'une moyenne de 35 dans les années 1950-1990 à une soixantaine au début du XXIe siècle. Les groupes rebelles financent leurs luttes grâce au trafic de drogues: en Amérique latine, en Afrique, en Asie, en Europe (guerres dans l'ex-Yougoslavie, mouvements terroristes en Irlande et en Espagne, par exemple), les belligérants trouvent les moyens de se doter d'armements sophistiqués.

E. La mobilisation des opinions publiques

Médias et citoyens

Le développement des moyens de télécommunication modernes a ouvert la voie à la mondialisation de l'information. Un nombre croissant de citoyens apprennent ce qui se passe dans le monde en temps réel. La part accordée par les médias aux différents conflits reflète l'inégale attention que leur portent les puissances occidentales: information abondante sur les conflits dans lesquels leurs intérêts stratégiques sont en jeu; manque d'informations sur les conflits dits "de basse intensité" qui n'engagent que des intérêts locaux. Sur les premiers, les médias peuvent contribuer à une véritable mobilisation des citoyens, comme le montrent par exemple les manifestations d'hostilité à l'intervention américaine en Irak en 2003.

Les ONG au service de la société civile

La prise de conscience des opinions publiques a conduit à la multiplication des organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées dans la défense des droits de l'homme (Amnesty International par exemple) ou dans l'action humanitaire (Action contre la faim, Médecins sans frontières...). Elles interviennent dans un nombre croissant de conflits. Elles agissent souvent avec le soutien de l'ONU et des grandes puissances, au risque de mettre en jeu leur indépendance. En 1999, le prix Nobel de la paix attribué à Médecins sans frontières consacre la reconnaissance de leur action.

La naissance de l'altermondialisme

L'échec de la mise en place d'un nouvel ordre mondial pacifique et plus équitable a contribué à l'émergence de l'altermondialisme. Le mouvement naît à Seattle en 1999 avec des manifestations contre l'Organisation mondiale du commerce. Il prend forme en 2001 avec la tenue à Porto Alegre du premier "forum social". Au développement économique sans limites, sur le modèle libéral, il oppose le "développement durable", soucieux de préserver les richesses de la planète. Il réactive l'idée selon laquelle les inégalités économiques et sociales contribuent aux tensions dans le monde. Dans un univers tout à la fois fragmenté et interdépendant, l'invention de nouveaux moyens de gouvernance est plus que jamais à l'ordre du jour.